

Armel DUTEIL  
Mission Catholique  
**B.P. 2016**  
**CONAKRY**  
(Rép. de GUINEE)  
27 MARS 2001

Chers Amis,

Je ne voudrais pas vous laisser trop longtemps sans nouvelles, dans les circonstances difficiles que nous vivons ; aussi je vous envoie rapidement une autre circulaire. Dans ma lettre de décembre, je vous expliquais la situation du pays en état de guerre larvée ; les réfugiés étaient complètement abandonnés, leur principal problème étant celui de la nourriture : depuis septembre ils n'ont rien reçu comme vivres ; aucune distribution n'a été faite, sauf pour un tiers d'entre eux. Le 28 décembre, j'arrivais enfin à rencontrer une délégation des membres du HCR venue de CONAKRY et je leur ai posé la question de savoir quelle O.N.G. était prête à venir chez nous pour assurer cette distribution. Je leur ai expliqué également que nous-mêmes nous nous déplaçons sans problème sur tout le territoire, que nous partions en tournée pour huit jours, vivant avec les gens et couchant dans les camps de réfugiés. Pour les convaincre, j'ai emmené avec moi en tournée les agents de sécurité du HCR ; ensuite, comme aucune ONG ne voulait prendre en charge la distribution de nourriture, j'ai alors pris la responsabilité d'organiser moi-même cette distribution avec l'aide des communautés chrétiennes. Pour cela, il a d'abord fallu assurer le recensement de la population et des 52 camps présents sur MONGO, et aussi des guinéens déplacés, chassés par la guerre ; car même le HCR ou le PAM (Projet Alimentaire Mondial) n'avaient aucune statistique fiable. Cela a été un très gros travail, mais qui a servi ensuite de base pour de nombreuses organisations, leur permettant de travailler sur des chiffres sérieux. Pour assurer cette distribution, j'ai décidé de m'appuyer sur les communautés chrétiennes. En effet les comités des camps de réfugiés sont choisis par les autorités guinéennes et elles sont soumises à beaucoup de pressions. La conséquence est qu'il y avait énormément de détournements de nourriture au moment de la distribution des vivres par les autorités, les militaires, les membres du parti, de même que les notables des camps de réfugiés qui se faisaient servir largement pendant que d'autres réfugiés défavorisés ne recevaient rien. J'ai donc pensé que les communautés chrétiennes étaient capables d'organiser par elles-mêmes une telle distribution et sans toutes ces anomalies et injustices. Nous avons donc commencé par mettre en place un comité de supervision, regroupant des responsables des communautés chrétiennes, mais aussi des délégués des différentes religions présentes dans le camp ; et cela a très bien marché... Sauf que, à cause des lourdeurs administratives du HCR, la distribution prévue pour début janvier n'a démarré que fin février... Pendant ce temps-là, les gens n'avaient toujours rien à manger. La distribution était stoppée à nouveau le 9 Mars, au moment de l'attaque de la ville de NONGOA, alors que plus des 2/3 des réfugiés présents sur MONGO n'étaient toujours pas servis, et depuis le 9 Mars, les distributions n'ont pas repris. Je me suis battu pendant trois mois, avec l'impression de n'aboutir à rien. Finalement, c'est une ONG française qui est venue prendre le relais et qui devra assurer maintenant la distribution en perfectionnant le travail que nous avons accompli... à condition que le PAM et le HCR les laissent faire.

Comme cette distribution de la nourriture du PAM par l'intermédiaire du HCR n'arrivait pas à démarrer, nous avons lancé une action beaucoup plus modeste, à cause de nos moyens limités, mais qui est quand même, à mon avis, très importante. Il s'agit de donner au moins un kilo de riz à chaque réfugié sierra léonais ou libérien, et aux Guinéens déplacés par la guerre, en attendant que la nourriture du PAM et du HCR arrive. Grâce à l'aide que nous avons reçue des différentes CARITAS et du SECOURS CATHOLIQUE français pour ces réfugiés, nous avons donc mis en place un système de distribution différent : le PAM distribue de la farine de maïs, de l'huile de soja et des haricots qui viennent des pays européens et de l'Amérique du nord, cela permet d'écouler les surplus de ces nations, mais d'abord cela coûte très cher en subventions aux paysans et, ensuite, les frais de transport sont très importants jusqu'à la Guinée et à l'intérieur du pays, sans parler des frais de douane et de stockage au port. Nous avons donc décidé, pour notre part, d'acheter du riz sur place et de le distribuer le lendemain matin, ce qui présente plusieurs avantages : d'abord, ainsi, les paysans guinéens vendent leur riz ; en effet, à cause de la guerre les marchés ont été complètement désorganisés et beaucoup de paysans ne peuvent plus vendre leur production alors que c'est leur seul revenu. Comme nous achetons le riz sur place, il n'y a pas de frais de transport ni de stockage et l'argent que nous avons reçu peut être consacré dans sa totalité à l'achat du riz que nous distribuons. Enfin, les réfugiés sierra léonais et les guinéens déplacés peuvent manger la nourriture qu'ils connaissent et qu'ils aiment, c'est-à-dire le riz, et non pas de la farine de maïs qui souvent les rend malades. Malheureusement, il y a encore 100.000 réfugiés et 20.000 Guinéens déplacés sur la paroisse de MONGO auxquels, vu le nombre, nous ne pouvons distribuer qu'un kilo par personne, ce qui est absolument insuffisant mais représente déjà 120 tonnes.

A travers tout cela, ce qui est important c'est la transformation des personnes et des communautés. Les gens avaient peur des attaques menées à GUECKEDOU et de l'insécurité dans la région, et cette peur pour les réfugiés est intensifiée par tout ce qu'ils ont vu et subi comme atrocités, viols et mutilations, etc... en SIERRA LEONE. Malgré tout, ces gens traumatisés ont été capables, grâce à l'aide de leurs communautés, de réagir, de s'organiser, de mettre en place une distribution de vivres et de réagir ensemble contre les difficultés que cela posait. Ils ont été capables de dépasser les divisions ethniques qui sont parfois très importantes ; par exemple, les Guinéens ont continué à accueillir les réfugiés, et des réfugiés pas seulement de leur propre ethnie, mais aussi d'ethnies différentes. Comme je l'ai dit plus haut, les comités de supervision ont été capables de résister à toutes les pressions et toutes les tentatives de détournements de nourriture, pour assurer une distribution dans des conditions claires et justes, permettant à tous les réfugiés et Guinéens déplacés de recevoir leur part. Il a fallu aux membres du comité beaucoup de courage pour cela, mais ils ont su résister aux pressions.

Cette distribution a été également une expérience de travail commun entre religions différentes. Nous avons appris à travailler ensemble, ce qui ne se fait pas toujours, et cela est très important.

A part cela, notre équipe de quatre participe à d'autres actions, par exemple nous collaborons très bien avec Médecins du Monde pour la distribution de biscuits protéinés, et avec A.C.F. (Action Contre la Faim) pour distribuer des rations de survie aux réfugiés qui doivent se déplacer pour rejoindre les camps de transit mis en place par le HCR à plus de 100 km de leur camp d'origine pour certains. En effet, encore une fois le HCR refuse absolument de venir travailler sur notre territoire, alors que d'autres ONG le font sans problème et donc ils ont décidé que

tous les réfugiés devraient se déplacer à pieds pour rejoindre des camps de transit, alors que ces réfugiés sont souvent dans un état de santé déplorable et qu'il y a parmi eux des handicapés, des personnes âgées, des femmes enceintes et des femmes qui viennent d'accoucher. Ensuite, à partir de ces camps de transit, les réfugiés seront transportés dans le Nord, vers KANKAN mais ils ne seront pas rapatriés en SIERRA LEONE alors que leur unique désir est de rentrer au pays. Et puisqu'on vient les chercher en camion dans le camp de transit, je ne vois vraiment pas pourquoi on ne vient pas les chercher directement dans leur camp d'origine sur place, leur permettant ainsi d'être acheminés sans fatigue et sans tous les problèmes qu'ils rencontrent actuellement. La vraie raison, c'est la sécurité. La sécurité soi-disant ! des membres du HCR bien sûr, et non pas la sécurité des réfugiés. Eux, ils sont dans les camps, et on les laisse soumis au danger de guerre ; le HCR, lui, n'a pas envie de s'aventurer et de prendre des risques pour les réfugiés qui, pourtant, sont dans un état de santé très précaire et doivent se déplacer à pieds pendant plusieurs jours en étant soumis à des brimades et des tracasseries de la part des soldats et des milices guinéennes. Il y a même un vrai chantage organisé par certaines ONG, comme Médecins Sans Frontières, pour obliger les réfugiés à quitter ainsi la zone de Mongo, à pieds, pour venir dans le Nord. En effet, on dit aux réfugiés : « si vous ne venez plus dans les camps de transit, nous ne vous apporterons plus rien, ni nourriture, ni médicament, ni soutien pour vos écoles ; vous ne verrez plus personne ». Ce qui est en plus complètement faux, puisque, encore une fois, un certain nombre d'ONG sont d'accord pour travailler en collaboration avec nous, sur le territoire de Mongo pour aider ces réfugiés. Pour les écoles, c'est la même chose. L'ONG qui s'en occupait ne vient plus dans notre secteur. Comme ils avaient peur de venir, je leur ai demandé qu'ils me remettent le matériel scolaire pour que je puisse l'emporter dans les différents camps, mais cela n'a pas été accepté. Résultats : les enfants et les jeunes traînent dans les camps à ne rien faire, et c'est la porte ouverte à la délinquance, la drogue, et tous problèmes. Par ailleurs, nous continuons à intervenir auprès des autorités guinéennes, des militaires et des miliciens pour défendre les réfugiés. En effet, très souvent on les empêche de circuler. Quand ils se déplacent, ils sont soumis à toutes sortes de vexations et ils sont taxés, quand on ne les arrête pas tout simplement ! Malgré leur pauvreté, à chaque barrage on leur demande de l'argent ou de la nourriture, alors qu'ils ont tout perdu ou tout vendu à bas prix pour avoir un peu d'argent afin de quitter leur camp et pouvoir se déplacer. Les militaires ont brûlé systématiquement tous les camps de réfugiés dès que ces derniers sont allés se cacher dans les villages environnants à cause de l'attaque des rebelles, pour les empêcher de revenir ; et nous avons assisté à plusieurs incendies criminels pour les obliger de partir. Comme nous sommes les seuls à circuler régulièrement et à vivre dans le secteur, nous essayons malgré tout de faire connaître la véritable situation des réfugiés et des guinéens au HCR et aux autres ONG pour les pousser à agir davantage et plus efficacement... malheureusement, nous ne sommes pas toujours écoutés, ni même acceptés. Bien sûr, tout notre travail est récupéré, mais cela n'est pas un problème du moment que cela profite aux réfugiés, mais hélas ça n'est pas souvent le cas.

Nous continuons à travailler dans nos communautés chrétiennes pour rétablir de meilleures relations entre réfugiés et guinéens, car elles se sont beaucoup détériorées ces derniers temps. Nous demandons aux chrétiens guinéens d'intervenir auprès de leurs frères pour qu'on arrête de faire souffrir injustement les réfugiés, mais souvent les chrétiens eux-mêmes sont marqués par la mentalité ambiante et ne sont pas prêts à changer d'idée ni à soutenir efficacement les réfugiés. Il y a donc un très grand travail à faire. En même temps, nous avons tenu à ce que les Guinéens déplacés par la guerre ne soient pas oubliés et reçoivent eux

aussi l'aide à laquelle ils ont droit. Tout cela n'est pas facile du tout et demande beaucoup d'efforts et d'énergie. Et ce n'est pas toujours couronner de succès. Dans ces conditions, nous n'avons pas toujours le moral et pourtant il est essentiel de le garder, si on veut donner un peu d'Espérance aux autres.

Bien sûr, la plupart de nos activités ordinaires sont arrêtées et il est douloureux de voir notre travail de cinq années réduit pratiquement à zéro, en particulier pour tout ce qui concerne l'éducation aux Droits de l'Homme et à la non-violence, le travail pour la paix et la réconciliation, la guérison des traumatismes, etc... et nous ne savons pas quand il sera possible de reprendre ces différentes activités, car il semble bien que la situation ne s'arrange pas. En tout cas, nous sommes à la merci d'une nouvelle attaque et cela ne pousse pas les gens à s'organiser. Une autre de nos actions est de les encourager à préparer les champs, malgré des risques d'attaques et de guerre, sinon l'année prochaine ils n'auront rien à manger et la situation serait encore plus dramatique, même pour les Guinéens. Mais bien sûr c'est très difficile de demander aux Guinéens, déplacés ou vivant dans leur village, de travailler alors qu'ils vivent une véritable psychose de peur.

Fin Janvier, la ville de GUECKEDOU a été l'objet de luttes très graves entre l'armée guinéenne et leurs alliés libériens, l'ULIMO, dont je vous ai parlé dans ma dernière lettre. Terrorisés, tous les habitants de Gueckedou se sont enfuis et nous faisons ce que nous pouvons pour les accueillir sur le territoire de Mongo qui est juste à côté. Plus grave, après cette lutte entre l'ULIMO et les miliciens guinéens, toutes les maisons ont été pillées par ceux-ci et aussi par des jeunes qui viennent de l'ennemi pour vider les maisons et voler tout ce qui les intéresse. Les autorités demandent aux populations de revenir en ville, mais elles ont trop peur et surtout elles ont tout perdu : leurs habitations sont complètement cassées, comment pourraient-elles revenir ? Ce qui me semble plus grave, ce sont tous ces vols et pillages qui ont été perpétrés au vu et au su de tout le monde, sans aucune honte et sans aucune réaction des autres personnes. Comment, dans ces conditions, reconstruire le pays s'il n'y a plus de sens civique, de sens de l'honneur, en particulier de la part des militaires qui devraient défendre le pays et qui, au contraire, le détruisent. Là encore il faudra des années d'éducation et d'efforts pour renverser la vapeur.

Deuxième fait grave : le 9 Mars a eu lieu la première attaque sur le territoire de MONGO, à NONGOA (à environ 17 km) et cette fois-ci il s'agissait d'un raid des rebelles de Sierra Leone qui venaient chercher de l'argent, du matériel et de la nourriture, mais ces rebelles ont kidnappé de nombreux Guinéens pour porter leur matériel en Sierra Leone, et depuis on est sans nouvelle de toutes ces personnes. Peut-être, comme les précédentes, vont-elles réapparaître un jour au Libéria ? De plus, il y a eu un certain nombre de morts : on parle de 40. Les Guinéens se sont enfuis dans les villages environnants pour se cacher ; les réfugiés apeurés et traumatisés, sont partis sur les routes en abandonnant leur camp et en emportant le peu de choses qu'ils avaient ou qu'ils pouvaient porter. Des fausses nouvelles ont couru, comme par exemple celle de l'ouverture d'un couloir humanitaire pour aller en Sierra Leone, à partir du sud de notre paroisse, pour traverser la zone des rebelles en sécurité (comme si on pouvait faire confiance aux rebelles !). Les réfugiés se sont donc aventurés à retourner en Sierra Leone et aussitôt des jeunes gens et jeunes filles ont été pris par les rebelles, et emmenés à leur service. Et tous ceux qui se sont déplacés vers le sud se trouvent ainsi coincés, ayant tout perdu, voyant leur camp brûlé, ne pouvant plus retourner dans leur camp d'origine. De toutes façons, ils n'ont pas la force de retourner vers le nord puisqu'ils n'ont rien à manger et ils ne reçoivent toujours pas de nourriture. Cette attaque de NONGOA complique beaucoup la situation, car c'est la première attaque qui a lieu

sur notre territoire depuis 12 ans que les réfugiés sont présents ; jusqu'à maintenant, tout le monde se croyait en sécurité à MONGO. Aujourd'hui c'est fini, et c'est l'angoisse permanente. Tout le monde a peur et se demande si les rebelles ne vont pas attaquer de nouveau ; c'est l'insécurité totale. Et nous ne savons pas quel sera notre avenir. Bien sûr, pour nous, il n'est pas question de quitter les camps de réfugiés, ni d'abandonner les Guinéens déplacés. Il nous semble tout à fait normal de rester avec eux, de partager leur vie et leurs angoisses, de faire le peu que nous pouvons pour les aider. Déjà le fait que nous restions avec eux les encourage beaucoup. Je dois dire que les prêtres guinéens sont également restés dans leurs paroisses, au milieu de leur peuple, au moment des attaques, par exemple à Gueckedou et Kissidougou et cela est très positif ; ils ont vraiment fait montre de courage.

Malgré ces circonstances troublées, nous continuons à assurer le maximum de notre travail ordinaire : visite des camps et des villages, animation des communautés chrétiennes, etc... même si nous ne pouvons pas tout faire. Ainsi j'ai dû annuler au dernier moment la session de formation que nous avions prévue pour les éducateurs de jardins d'enfants. Mais nous avons maintenu malgré tout la retraite de 15 jours préparatoire au sacrement du baptême pour les catéchumènes adultes et, à notre grande surprise, beaucoup de gens sont venus participer à ces sessions. Ce qui nous soutient aussi beaucoup c'est que cette année nous sommes plus nombreux et nous formons une bonne équipe à nous quatre. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous nous retrouvons régulièrement, nous cherchons à nous comprendre, nous nous soutenons et nous prions ensemble ; c'est ce qui nous permet de tenir le coup et aussi d'avoir le courage nécessaire pour la suite.

Voilà donc les dernières nouvelles du moment. A Gueckedou il n'y a plus rien, donc il n'y a plus de Poste. Mais vous pouvez m'envoyer lettres et petits colis à l'adresse suivante : Mission Catholique - BP 2016 - CONAKRY (Guinée), et on nous fera suivre le courrier.

Par ailleurs, nous avons reçu un téléphone satellitaire dont voici le n° : 00 871 761 47 10 38. Vous pouvez m'appeler les lundi, mercredi, vendredi entre 17 h 30 et 18 heures (heures d'été pour vous).

Autre chose : nous avons reçu la visite de toutes sortes de journalistes, des gens de la radio et de la télévision, qui nous ont interviewés ; ce qui nous a pris beaucoup de temps mais cela nous semblait important. Pour vous, si vous êtes intéressés, je dois passer sur ARTE le 17 AVRIL, aux environs de 20 heures, dans l'émission « Reportages ». Vous pourrez voir dans quelles conditions nous vivons et travaillons.

Au moment de terminer cette lettre, je suis complètement découragé : on nous avait promis que les distributions de vivre recommenceraient dimanche ; nous sommes maintenant mercredi, elles n'ont toujours pas repris et nous ne savons pas quand elles vont démarrer ; c'est vraiment complètement décourageant. Que cela ne m'empêche pas de vous redire toute mon amitié.

ARMEL